

# Relier la Mer rouge à la Mer Morte Entreprise de PAIX ?

## Herbert Marcovich

**L**e projet pharaonique imaginé dans les années 70 par le physicien israélien Yuval Neeman, commence à voir le jour au Proche-Orient : rien de moins que celui d'un sauvetage de la Mer Morte qui s'assèche d'un mètre chaque année. Il s'agit de creuser un canal devant renflouer la Mer Morte à partir de la Mer Rouge, d'éviter ainsi les dégâts écologiques considérables entraînés par cet assèchement. Un tel projet devrait fournir de nouvelles ressources d'eau douce et d'énergie à la région, grâce à l'installation d'une usine de dessalement traitant les eaux fournies à Israël, à la Jordanie et à l'Autorité Palestinienne. Les travaux devraient commencer au cours de l'année. C'est ce projet que le généticien français Herbert Marcovich voulut populariser au début des années 2000.

Directeur de recherches au CNRS, en tant que membre du Comité exécutif du mouvement Pugwash (prix Nobel de la Paix en 1995), il n'avait pas oublié la leçon du

Herbert Samuel Marcovich, né en 1920

au Caire en Egypte était directeur de

recherche honoraire à l'institut Pasteur

et au CNRS. Très engagé dans le

mouvement Pugwash, dont il devint

membre du Comité Exécutif, il avait

également été très proche durant les

années 1970 de haut responsables

politiques, scientifiques et militaires

israéliens tels que le General Barlev,

Abba Eban et le physicien Yuval Neeman,

qui fut le premier à imaginer un projet de

canal Mer Rouge-Mer Morte dans les

années 1970. Gilbert Cabasso, professeur

de philosophie au Lycée Victor-Duruy

présente un de ses textes à ce propos.

*Manifeste<sup>1</sup> lancé par A. Einstein et B. Russell en 1955, appelant les scientifiques du monde entier à se mobiliser contre la menace nucléaire : « Nous, humains, faisons appel à vous humains ; souvenez-vous de votre humanité et oubliez le reste. Si vous en êtes capables, la voie s'ouvre vers un nouveau paradis ; sinon, vous courez le risque d'une mort universelle. »*

*Fidèle à cet appel, Herbert Marcovitch voulut en 2005, à l'âge de 85 ans, faire entendre sa voix, dans l'urgence d'une situation qui dépassait de beaucoup le risque d'une catastrophe écologique. Le savant en savait la gravité. Mais l'homme, le citoyen du monde, accablé par l'impuissance des gouvernements et des dirigeants politiques du Moyen-Orient à construire la paix, croyait de toutes ses forces en la vertu de processus indirects. Les négociations de Camp David, celles de Taba avaient échoué. Les intellectuels, les historiens, les pédagogues, eux, ne devaient pas attendre : lutter contre le poison du fanatisme, expurger les plans d'éducation de tout appel à la haine, préparer les générations à venir à leur inévitable et salutaire cohabitation définissaient au présent les tâches à ses yeux les plus essentielles.*

*Dans cet esprit, Herbert Marcovitch avait voulu sensibiliser les esprits à l'urgence d'une paix qui ne pouvait être à la traîne des politiques. Il était persuadé qu'à l'inverse, des initiatives technoscientifiques devaient entraîner rapprochements et transformations socioéconomiques, qu'elles seraient le seul véritable moteur des bouleversements futurs. Le Canal Mer Rouge-Mer morte s'inscrivait à ses yeux dans cette perspective, sa réalisation devait changer la donne du conflit, ouvrir de nouveaux espaces de convergences, forcer à des collaborations créatrices d'emplois, productrices de nouvelles richesses et jeter les bases d'une modification durable des mentalités, en favorisant le rapprochement de peuples déchirés par un conflit dont il avait toute sa vie été le témoin. Il rencontra des diplomates, en France et en Israël, proposa l'appel qu'on va lire à différents journaux. Personne, à l'époque, ne voulut l'entendre, au prétexte que tout dépendait de décisions politiques de haut niveau, que seules des négociations internationales d'Etats commandaient à de telles entreprises. Il ne voyait là qu'étroitesse d'esprit, paresse intellectuelle tournant le dos à tout effort volontariste, à toute ambition, convaincu qu'il fallait se donner les moyens d'anticiper les décisions des autorités politiques, dans un esprit sans doute profondément saint-simonien.*

*Il était facile de ne voir en cela que rêveries de visionnaire, d'opposer à l'utopie la dure réalité de l'Intifada qui n'en finissait pas. Depuis, les tests de faisabilité, les investissements des Israéliens et des Jordaniens aux côtés d'entreprises européennes engagent sur place les premières approches concrètes des travaux à venir : en décembre 2009, à Amman, à l'initiative de l'Ambassade de France en Jordanie et du Ministère français de l'Energie et de l'Environnement, en partenariat avec le Ministère jordanien de l'eau et de l'irrigation, une convention d'affaires réunit entreprises françaises et acteurs*

publics et privés jordaniens impliqués dans ce projet. La Banque Mondiale en finance le programme.

Le 7 novembre 2009, Herbert Marcovitch mourait, habité par l'angoisse des blocages politiques de tous ordres et des impasses que les nouvelles rapportaient au quotidien. L'optimisme d'une intelligence volontaire ne devait, pour lui, jamais céder devant les forces régressives du fanatisme ou les petits calculs de politiques dépourvus d'ambitions et de véritables visions d'avenir. Quelle profonde joie n'aurait-il pas éprouvé à l'annonce des avancées du canal mer rouge-mer morte !

**Gilbert Cabasso**

Professeur de philosophie au lycée Victor Duruy

**L**e Proche-Orient souffre d'une carence endémique en eau douce. Les conflits politiques, idéologiques et culturels sont exacerbés par cette carence, dont sont victimes des populations aux besoins sans cesse grandissants. De nombreuses sources d'eau douce sont réparties dans la région. La principale est, d'une part le Jourdain, enrichi par le Yarmouk, à son départ du lac de Tibériade, à 200 mètres au-dessous du niveau de la mer, et d'autre part la nappe phréatique, toutes deux exploitées au-delà de leur rythme de renouvellement. L'ensemble de ces sources d'eau douce est donc insuffisant. Le seul remède à cette carence ne peut provenir que du puisage de l'eau de la Méditerranée ou de la Mer Rouge vers la Mer Morte, située dans la plus basse des régions du globe, à environ 400 mètres au-dessous du niveau des mers, dénivellation qui permet de produire eau douce et énergie électrique. Ce puisage demande de surmonter les hauteurs qui jouxtent le Golfe d'Akaba, ce qui ne pose pas de problèmes techniques particuliers.

La Mer Morte s'étale dans la grande dépression tectonique de Gohr, région de faible sismicité, qui se développe de la Syrie à l'Afrique, sur quelque 340 km. Longue d'environ 85 km sur 17 km de large, elle est bordée à l'Ouest par la Cisjordanie et Israël, et à l'Est par la Jordanie. Au Sud s'étend la vallée désertique de l'Arava jusqu'à la Mer Rouge, que suit la frontière israélo-jordanienne. La Mer Morte doit son nom, dès l'Antiquité, à sa richesse de trente trois pour cent en sels et à l'absence d'une vie animale et végétale visible. En 1936, on a trouvé diverses espèces d'organismes qui prospèrent dans son eau, et que l'assèchement ferait disparaître. On perdrait là une intéressante source d'information sur les mécanismes qui permettent la vie dans un milieu de haute salinité.

La Mer Morte n'a pas de déversoir. Siège d'une évaporation estimée à près de deux milliards de mètres cubes par an, son niveau, jusqu'à un passé récent, restait inchangé grâce à l'apport d'eau douce venant essentiellement du Jourdain. Depuis 1960, ce niveau a baissé de moitié et décroît d'environ un mètre par an, en raison des prélèvements effectués par Israël et par la Jordanie dans le fleuve, pour les besoins de l'irrigation. Si rien n'était fait, la Mer Morte pourrait disparaître en quelques dizaines d'années, laissant des lagunes désolées dans un paysage dantesque. Cette catastrophe écologique, aurait une dimension assurément moins dramatique que, l'assèchement de la mer d'Aral, dont la responsabilité incombe aux programmes démesurés d'irrigation impulsés par la technocratie soviétique ; mais sa portée symbolique en serait tellement plus lourde.

Dès le XIX<sup>e</sup> siècle, il fut proposé de relier la Méditerranée à la Mer Morte afin d'alimenter des stations hydroélectriques. L'ouvrage devait passer par la Cisjordanie, ce qui souleva, dès 1981, l'opposition de l'OLP. Dans sa résolution 39/101 du 14 décembre 1984, l'Assemblée Générale des Nations Unies, rappelant les résolutions 36/150 du 16 décembre 1981, 37/122 du 16 décembre 1982 et 38/85 du 19 décembre 1983, constatait que le creusement par Israël d'un canal reliant la Mer Méditerranée à la Mer Morte traverserait, au préjudice de leurs populations, des territoires palestiniens occupés et demandait l'arrêt de toutes études et de tout chantier. Ce projet fut donc sacrifié à la politique.

Restait, par conséquent, l'option Mer Rouge-Mer Morte d'un ouvrage d'art bien plus coûteux. Ce projet est l'objet, depuis quelques décennies, de nombreuses études élaborées conjointement par le Royaume de Jordanie et par l'Etat d'Israël. Dans sa Fiche de Synthèse de juillet 2003, l'Ambassade de France à Amman écrit : « ... les autorités jordaniennes et israéliennes ont étudié, après la conclusion du traité de paix de 1994 la possibilité d'alimenter la Mer Morte depuis la Mer Méditerranée ou depuis la Mer Rouge. Cette dernière alternative a finalement été préférée et en 1997 une étude de pré-faisabilité supervisée par la Banque Mondiale a été réalisée par les consultants américains Harza (volet technique) et Bechtel (volet économique et financier).

*Le projet de canal entre la Mer Rouge et la Mer Morte a ensuite été gelé, dans un contexte de reprise des tensions au Proche-Orient. Depuis, ce projet a été relancé à l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002, puis à l'occasion du dernier Forum Economique Mondial en 2003. »*

Du 26 août au 4 septembre 2002 se tint, en Afrique du Sud, à Johannesburg, le Sommet Mondial pour le Développement Durable. Lors d'une conférence de presse, MM. Roni Milo, ministre israélien de la coopération régionale, Bassem Awadallah, ministre jordanien du Plan, Hazem El Nazer, ministre jordanien pour l'eau et l'irrigation, Tzachi Hanegbi, ministre israélien de l'environ-

nement et Majallie Whbee, directeur général du ministère israélien pour la coopération régionale, ont assuré que le projet israélo-jordanien n'affecterait en rien l'équilibre économique de la région, n'aurait aucune incidence sur l'équilibre écologique de la Mer Rouge, ouverte qu'elle est sur l'océan, et préserverait le caractère symbolique de la Mer Morte pour les trois religions, juive, chrétienne et musulmane. L'Égypte déclara que le projet allait à l'encontre du bannissement, prononcé par la Ligue Arabe, de toute coopération avec Israël. Elle reçut l'appui des délégations syrienne, libanaise, irakienne et palestinienne. Selon Farouk Qad-doumi, chef de l'OLP, le tracé définirait de nouvelles frontières entre la Jordanie et Israël, au détriment des Palestiniens. Et pourtant, ce projet ne ferait que rétablir le rivage cisjordanien d'antan.

L'ouvrage, long de 200 kilomètres environ, partirait du golfe d'Akaba pour aboutir à l'extrémité Sud de la Mer Morte. Il serait de la dimension de certains des grands chantiers mondiaux, ne soulevant pas de difficultés techniques majeures. Il emprunterait, dans toute sa longueur, la vallée désertique de l'Arava, où se trouve tracée la frontière israélo-jordanienne. De part et d'autre de cette frontière sont établies des populations clairsemées qui relèvent exclusivement de ces deux États.

A son achèvement, l'entreprise aurait des répercussions profondes, tant sur l'environnement immédiat de la Mer Morte, que dans de vastes régions intéressantes, plus particulièrement, la Jordanie, la Cisjordanie et Israël. Le rétablissement à son niveau d'origine, un des objectifs du projet, ne porterait pas atteinte aux précieux sites archéologiques situés depuis des millénaires au-dessus de lui. Un tel chantier exige de préserver la nappe phréatique d'une accidentelle contamination par l'eau de mer. Le débit nécessaire, voisin de deux milliards de mètres cubes d'eau de mer par an, est supérieur à la quantité actuelle de l'eau d'évaporation. L'ouvrage devrait permettre le retour de la Mer Morte à son niveau d'origine, augmentant, par là même, le taux de son évaporation. Il assumerait le fonctionnement d'un complexe hydroélectrique d'une puissance de près de mille mégawatts. La pression exercée par la chute de 400 mètres, assistée si nécessaire par l'énergie fournie par la centrale hydroélectrique, assurerait l'utilisation directe de l'osmose inverse, une technique de dessalement, qui force le passage d'eau douce, à partir d'une eau salée, à travers une membrane semi-perméable. Elle produirait environ huit cent cinquante millions de mètres cubes d'eau douce par an, lesquels satisferaient les besoins d'une population équivalente à celle de la région parisienne. Elle créerait, pendant sa mise en œuvre et à sa réalisation, de très nombreux emplois, là où sévit un grave chômage et favoriserait l'expansion économique et sociale de la région. Mais ce projet se heurte à des obstacles politiques érigés par les États qui

s'opposent à la volonté clairement exprimée de la Jordanie et d'Israël ; il est aléatoire de compter, pour le soutenir, sur des instances internationales, en butte à d'inextricables problèmes de tous ordres.

Dans sa Feuille de Route, le Quartet, dominé par la prééminence politique et militaire des USA, ignore ce projet. Ses trois autres membres, ONU, Union Européenne et Russie, n'y occupent qu'une place mineure. C'est dans les domaines technologique, économique et social, que l'Union Européenne pourrait donner la preuve de son efficacité. Pas plus que dans la Feuille de Route du Quartet, il n'est fait allusion au projet Mer Rouge-Mer Morte dans la toute récente Initiative de Genève, signée par des personnalités palestiniennes et israéliennes. Une entreprise d'une telle dimension, dans le cadre d'accords de paix, n'aurait pas dû être ignorée. Contrairement à l'opinion exprimée lors de la conférence de presse par Jordaniens et Israéliens, à Johannesburg en 2002, relier la Mer Rouge à la Mer Morte modifierait de manière bénéfique l'équilibre économique de la région. Inclus dans l'Initiative de Genève, ce projet, diffusé ainsi au niveau international, y ajouterait une composante socio-économique de poids.

Cette opération coûterait de l'ordre de quatre milliards d'Euros et sa réalisation prendrait plusieurs années. Le financement et la mise en route du Projet Mer Rouge-Mer Morte pourraient être aisément assumés par le géant économique qu'est l'Union Européenne, ou plutôt, par quelques uns des plus puissants de ses membres, échappant ainsi aux lourdeurs d'une administration complexe. Son coût serait bien inférieur à ce qui est prévu pour reconstruire l'Irak. Pour donner l'ordre de grandeur du coût d'une telle opération, la Chine construit, dans la province littorale du Shandong, une centrale nucléaire de 200 mégawatts, assurant la production annuelle de 52 millions de tonnes d'eau douce ; ce projet, ne nécessitant pas d'ouvrages d'art considérables et qui serait à terme en 2007, devrait coûter 1,6 milliards de yuans, soit environ 200 millions de dollars. Depuis la naissance d'Israël, la vallée de l'Arava ne fut le lieu d'aucune violence, car elle n'offrait pas de cible ayant quelque attrait. Il en irait autrement à l'ouverture du chantier, une collaboration des plus étroites entre les services de sécurité d'Israël et de Jordanie s'avérant alors d'une vitale nécessité. Dans sa Fiche de Synthèse de 2003, l'Ambassade de France à Amman écrit encore ; *« La Jordanie a profité de la tenue sur son territoire du Forum Economique Mondial, du 21 au 23 juin, pour relancer le projet de liaison entre la Mer Rouge et la Mer Morte, avec l'aval de la Banque Mondiale et l'accord de principe des principaux intéressés : Israël, l'Autorité Palestinienne et la Jordanie. Ce projet devrait pouvoir passer désormais en phase de réalisation. »*

Le Royaume de Jordanie et l'Etat d'Israël, en de multiples occasions et depuis de nombreuses années, ont manifesté tout l'intérêt qu'ils portent à ce projet arrivé

à maturité, et qui, pourtant, ne fait l'objet d'aucun commencement d'exécution. Les accords de Camp David de 1978, d'importance majeure dans le déroulement du processus de paix, ont été suivis d'innombrables accords et propositions, dont les dernières en 2003, la Feuille de Route et l'Initiative de Genève, pour intéressantes qu'elles soient ne lèvent nullement, à court terme, les blocages politiques.

On fait communément valoir l'embrassement des passions et les surenchères fanatiques comme obstacles insurmontables à une entreprise dont on reconnaît, pourtant, qu'elle vise à l'intérêt manifeste des populations. Ne peut-on espérer, à l'inverse, que la mise en chantier du projet sans le préalable d'accords de paix, aurait la vertu de réduire considérablement les tensions politiques là où elles sont une menace pour tous ? D'une espérance de vie inférieure au temps requis par la conclusion d'un accord de paix, la Mer Morte est proche de son assèchement. Si, l'impensable, la Mer Morte devait mourir, bien des acteurs politiques en porteraient la lourde responsabilité. Responsables, mais devant qui ?

(avril 2005)

## note

---

1. Signé par Max Born, Percy Bridgman, Leopold Infeld, Frédéric Joliot-Curie, Herman Muller, Linus Pauling, Cecil Powell, Joseph Roblat et Hideki Yukawa.